



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Agence régionale de santé Ile-de-France

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2025-439

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

**Mise en œuvre des missions de surveillance entomologique,
d'intervention autour des détections, de prospection et de
traitement autour des lieux fréquentés par les cas humains de
maladies transmises par les moustiques vecteurs**

**Marché Public de Services en application de l'article L1111-4 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26
novembre 2018 relative au code de la Commande publique.**

AOO 2025-439

CCAP

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1 Dénomination	4
2.2. Habilitation par l'ARS Ile-de-France	4
2.3. Évaluation générale du volume des prestations à réaliser	4
2.4. Prise en compte des évolutions	4
2.5. Contrôle de la réalisation des missions	5
ARTICLE 3 – MOYENS HUMAINS ET MATERIELS	5
3.1. Désignation d'un responsable technique du marché.....	5
3.2. Désignation d'un référent technique par département	5
3.3. Compétences et qualifications requises	6
3.4. Matériel requis	8
3.5. Hygiène, sécurité et environnement	9
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU MARCHE	10
4.1. Capacités d'intervention pour assurer les missions	10
4.2. Conditions de réalisation des missions.....	10
4.3. Situations exceptionnelles	11
4.4. Pilotage de la prestation	12
4.5. Communication des résultats et des bilans	13
ARTICLE 5 - DÉTAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES	14
5.1. Définition et mise en œuvre du programme régional de surveillance (pièges pondoires)	14
5.2. Définition et mise en œuvre du programme de surveillance des points d'entrée du territoire	16
5.3. Analyse des signalements de moustiques transmis par des particuliers	18
5.4. Prospection entomologique autour des signalements et pièges pondoires positifs	18
5.5. Prospection entomologique autour des cas humains.....	19
5.6. La mise en œuvre des traitements biocides et contrôles après traitement	20
5.7. Réalisation d'actions de sensibilisation et de formation	21
5.8. Participation à la surveillance nationale de la résistance aux biocides	22
ANNEXES	23
Annexe 1 : Volumétrie de l'activité pour les missions de surveillance, prospection et traitement.....	24
Annexe 2 : Délais de réalisation des différentes missions	25
Annexe 3 : Ressources à disposition des candidats	26

PRÉAMBULE

En application de l'article R. 3114-11 du code de la santé publique, les agences régionales de santé (ARS) sont chargées de la surveillance entomologique des insectes vecteurs et de l'intervention, autour des nouvelles implantations, ainsi que des mesures de prospection, traitement et travaux nécessaires à la réduction du risque de transmission autour des cas de pathologies vectorielles identifiées par l'Agence.

L'arrêté du 23 juillet 2019 relatif aux modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique, d'intervention autour des détections et de prospection, traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs fournit des éléments de cadrage aux agences régionales de santé pour mettre en œuvre ces missions.

Les agences régionales de santé peuvent confier ces missions à un ou plusieurs organismes habilités.

L'arrêté du 23 juillet 2019 relatif aux conditions d'habilitation par le directeur général de l'agence régionale de santé des organismes de droit public ou de droit privé pris en application de l'article R. 3114-11 du code de la santé publique précise par ailleurs les modalités d'habilitation du ou des organismes par le directeur général de l'agence régionale de santé.

L'ensemble des données opérationnelles du dispositif de prévention des maladies vectorielles est saisi dans le SI-LAV, système d'information développé et mis en œuvre par le ministère chargé de la santé, en application de l'article R. 3114-13 du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 juillet 2019 susmentionné.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réalisation en Ile-de-France par le titulaire ou le groupement titulaire, dument habilité, des missions suivantes :

- Surveillance entomologique (pose et suivi des pièges pondoires et réponse aux signalements citoyens),
- Mise en œuvre de la surveillance spécifique au règlement sanitaire international (RSI) aux points d'entrée du territoire,
- Intervention autour des cas humains (importés ou autochtones) comprenant une enquête de prospection entomologique et la définition des mesures de lutte adaptées à la situation
- Traitements larvicide et adulticide et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs au sein de la région Île-de-France,
- Actions de sensibilisation et de prévention relatives à la lutte antivectorielle,
- Accompagnement technique et conseils à l'ARS,
- Réponse aux sollicitations médiatiques sur demande de l'ARS,
- Participation au dispositif national de suivi de la résistance aux biocides.

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

2.1 Dénomination

L'Agence régionale de santé Ile-de-France est dénommée « **le pouvoir adjudicateur** ».

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « **titulaire** » désigne le groupement, représenté par son mandataire. Dans la suite du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), seul le terme « titulaire » est utilisé.

2.2. Habilitation par l'ARS Ile-de-France

Le titulaire du marché doit être habilité par l'ARS Ile-de-France pour la réalisation des prestations, en application de l'arrêté du 23 juillet 2019. En cas de co-traitance, chaque opérateur doit être habilité pour la(les) mission(s) qu'il réalise, l'ensemble du champ des missions devant être couvert par habilitation par le groupement d'opérateurs. En cas de sous-traitance, il est de la responsabilité du titulaire habilité de s'assurer que les méthodes et procédures mises en œuvre par le(s) sous-traitant(s) sont conformes aux dispositions décrites dans son dossier d'habilitation. Les modalités de fonctionnement de la co-traitance et/ou sous-traitance doivent être décrites par le candidat dans son offre. Toutes les obligations liées à l'obtention ou au maintien de l'habilitation sont à la charge du titulaire et des cotraitants.

2.3. Évaluation générale du volume des prestations à réaliser

Le volume estimatif non contractuel des prestations à réaliser est fourni en annexe 1 du présent CCTP. Les informations qui s'y trouvent sont données à titre indicatif afin d'éclairer le titulaire sur l'étendue des besoins du pouvoir adjudicateur. Ces informations n'engagent aucunement le pouvoir adjudicateur pour le présent marché. Par ailleurs, le volume des prestations peut évoluer au cours du temps en fonction notamment des conjonctures locales et internationales, de l'évolution de la réglementation, sans qu'il soit possible de les quantifier préalablement.

2.4. Prise en compte des évolutions

Évolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique, le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur d'adapter le mode de réalisation des prestations faisant l'objet du marché par des moyens jugés plus performants ou plus adaptés aux besoins (ex : évolution des autorisations de mise sur le marché des produits biocides, évolution des techniques de traitement). Pour ce faire, le titulaire doit apporter des éléments permettant d'éclairer l'avis du pouvoir adjudicateur. Ces évolutions, lorsqu'elles sont à l'initiative du titulaire, ne pourront pas donner lieu à une renégociation des tarifs appliqués dans le cadre du présent marché.

Évolution réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Dans l'hypothèse d'une modification de la réglementation ou d'une décision administrative (autorités publiques ou jurisprudentielles), affectant même de façon mineure l'exécution des prestations du titulaire du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché. Un délai d'adaptation est fixé par le pouvoir adjudicateur. Ces évolutions pourront faire l'objet d'une adaptation des missions confiées au titulaire et des tarifs associés, dans le cadre d'un avenant au présent marché.

2.5. Contrôle de la réalisation des missions

Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment du marché réaliser des contrôles ou un audit de la réalisation des prestations du titulaire et du respect des clauses du présent marché. Ces vérifications sont réalisées soit directement par ses agents, soit par le biais d'une entité extérieure disposant d'une habilitation pour les missions de lutte antivectorielle autour des cas humains.

ARTICLE 3 – MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

3.1. Désignation d'un responsable technique du marché

Le titulaire désigne au sein de son organisation un responsable technique du marché et son suppléant, ces deux personnes étant les deux correspondants techniques du marché, y compris dans le cas d'un groupement, pour toutes les questions relatives à l'organisation du présent marché.

Le responsable technique (ou son suppléant) doit être joignable aux heures et jours ouvrés et pendant les heures d'organisation d'une prestation. Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur toutes les coordonnées nécessaires à la bonne prise de contact. En cas de changement de coordonnées au cours du marché, ces informations sont transmises au pouvoir adjudicateur sans délai.

3.2. Désignation d'un référent technique par département

Le titulaire du marché désigne un agent technique référent par département, contact privilégié avec l'équipe de la délégation départementale de l'Agence régionale de santé pour toutes les missions décrites dans l'article 5.

Un même agent technique peut être le référent de plusieurs départements, tout en garantissant de pouvoir répondre aux sollicitations des délégations départementales dont il est le référent.

Le référent technique doit être joignable aux heures et jours ouvrés et pendant les heures d'organisation d'une prestation. Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur toutes les coordonnées nécessaires à la bonne prise de contact. En cas de changement de coordonnées au cours du marché, ces informations sont transmises au pouvoir adjudicateur sans délai.

3.3. Compétences et qualifications requises

Compétences générales requises

Le titulaire doit disposer au sein de son équipe des compétences suivantes :

- Connaissance fine de la réglementation française relative à la lutte antivectorielle, des méthodes de prévention et de lutte, des produits utilisés et des mesures de protection ;
- Connaissance fine de l'entomologie (espèces et habitats naturels) et en particulier des espèces vectrices de maladies humaines ;
- Connaissance fine des acteurs institutionnels impliqués dans la lutte contre les moustiques vecteurs de maladies ;
- Maîtrise des outils de communication (prise de parole, réalisation de présentations et de supports de communication, etc.).

Entomologiste médical

Le titulaire doit disposer d'un entomologiste médical, soit interne à sa structure, soit avec lequel il peut justifier d'un partenariat stable.

L'entomologiste médical assure notamment les missions d'identification des espèces présentes, des gîtes larvaires, des lieux de repos des adultes, de propositions de protocoles d'action lors de l'apparition de nouveaux vecteurs.

Le titulaire pourra être sollicité au regard de son expertise en entomologie ou entomologie médicale, pour apporter un appui technique et une expertise à l'ARS en termes de :

- Veille scientifique ;
- Conseils techniques sur les méthodes de piégeages et de lutte ;
- Conseils sur le programme annuel et/ou autres orientations concernant le risque vectoriel en fonction de l'évolution des connaissances ;
- Conseils destinés aux gestionnaires de sites sensibles sur la prévention du risque vectoriel ;
- Appui pour la création des supports de communication (vidéos, textes, affiches, pages internet, ...) ;

Référent SI-LAV

Parmi ses personnels, le titulaire identifie un référent SI-LAV, responsable de l'utilisation du système d'information SI-LAV. Le titulaire devra fournir les éléments permettant de paramétrer son profil au sein du SI-LAV.

Le référent SI-LAV établit la liste avec les coordonnées complètes des agents devant disposer d'un compte SI-LAV. Cette liste est mise à jour chaque année avant le 1^{er} avril et sera actualisée en tant que de besoin.

Le référent SI-LAV s'assure que les agents accédant à SI-LAV sont formés à son utilisation.

Au regard des informations mises à disposition du titulaire via le SI-LAV pour la bonne réalisation de ses missions, l'ensemble des agents intervenant dans le cadre du présent marché sont astreints à la discrétion professionnelle exigible des agents publics.

Formation et qualification du personnel en charge des missions du marché

Le titulaire est responsable du choix et du nombre des personnels affectés aux missions définies dans l'article 5 du présent CCTP.

Le titulaire veille à ce que les personnes en charge des missions définies dans l'article 5 du présent CCTP disposent des qualifications requises et de la formation nécessaire pour assurer ces missions.

Le titulaire veille en particulier à ce que le personnel en charge du traitement larvicide ou adulticide dispose d'un certificat individuel en cours de validité pour l'activité "utilisateur professionnel et distribution de certains types de produits biocides destinés exclusivement aux professionnels" (dit certibiocide).

Le titulaire élabore un plan de formation de ses personnels permettant de consigner le niveau de formation des différents agents, les besoins, les modalités d'évaluation périodique des compétences et le calendrier des formations.

Le titulaire du présent marché conserve à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations et documents prouvant la formation, initiale et continue, et la qualification des agents chargés de la lutte antivectorielle.

Le titulaire du présent marché fournit au pouvoir adjudicateur, la liste de l'ensemble des agents affectés aux missions prévues dans le présent marché avant le 1^{er} avril de chaque année.

Comportement du personnel

Les personnels désignés par le titulaire doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers (personnels des opérateurs, public, etc.) et du pouvoir adjudicateur.

Ils se conforment à la réglementation en vigueur.

Les personnels intervenant sur le terrain disposent d'un document permettant de les identifier et de justifier leur intervention.

Ils doivent être en mesure de répondre aux interrogations du public et de délivrer une information claire et compréhensible à leurs interlocuteurs rencontrés sur le terrain (élus, agents des collectivités, public) sur les missions définies à l'article 5 du présent CCTP qui leur sont confiées.

Les personnels désignés par le titulaire doivent porter une tenue vestimentaire adaptée, sécurisée et en parfait état de propreté (vêtement de travail).

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Le profil du responsable technique et de son suppléant (CV détaillés présentant leurs qualifications et expériences),
- Le profil des référents techniques territoriaux (CV détaillés présentant leurs qualifications et expériences),
- Les documents justifiant des compétences et qualifications de l'entomologiste et le cas échéant les documents formalisant le partenariat entre l'entomologiste et le titulaire,
- Le descriptif des rôles et les qualifications des personnels dédiés au présent marché, CV détaillé,
- Le plan de formation envisagé ou déjà mis en œuvre pour assurer les missions confiées dans le cadre du marché (besoins identifiés, calendrier de formation, procédures d'évaluation périodique des compétences de ses agents...).

3.4. Matériel requis

Le titulaire met à la disposition de ses agents l'intégralité du matériel et des équipements nécessaires aux missions.

Le titulaire doit disposer des moyens techniques nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées, notamment :

- Matériels pour les traitements (thermonébulisateurs individuels, nébulisateurs à froid, véhicules, etc.) ;
- Matériels de piégeage (pièges pondoires, pièges à adultes, détection virale, etc.) ;
- Des équipements de protection individuelle permettant d'équiper les personnels utilisant des produits biocides ;
- Un stock de produits larvicides ;
- Un stock de produits adulticides.

Le titulaire équipe ses personnels intervenant sur le terrain de téléphones portables et communique leurs numéros de téléphone au pouvoir adjudicateur.

Produits biocides

Les produits utilisés dans le cadre de la lutte antivectorielle (larvicides, adulticides) sont ceux autorisés dans le cadre du règlement Européen n°528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et répertoriés sur le site internet BIOCID du ministère chargé de l'environnement.

Ces produits biocides (classés en type de produits « TP 18 » sur la liste des usages des produits biocides du ministère chargé de l'environnement) doivent être choisis puis appliqués par des professionnels munis d'équipements de protection individuelle adaptés et conformément aux conditions d'utilisation prévu par le fabriquant et l'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM).

Le titulaire du marché transmet au pouvoir adjudicateur toutes les informations concernant les produits utilisés, leur risque de rémanence dans les milieux et les impacts sur les populations faunistiques et floristiques (fiches produits, études scientifiques, ...). Ces informations seront communiquées au pouvoir adjudicateur avant le 1er avril de chaque année.

Tout changement de produit nécessitera un accord formel de l'ARS avant usage. Dans une optique de réduction des risques sanitaires liés à l'exposition aux produits chimiques, sur proposition du centre antipoison et de toxicovigilance, le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire de changer de produit biocide employé. Le titulaire veillera à informer l'ARS de tout impact sanitaire lié à la mise en œuvre de traitements larvicides et adulticides, dont il aurait connaissance.

Le titulaire assure une veille scientifique des modes de lutte alternatifs à la lutte chimique pouvant être déployés, et évalue la compatibilité de leur déploiement avec le contexte environnemental francilien.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Un descriptif des moyens matériels nécessaires à la conduite de chaque mission,
- Leur nombre et leur localisation en précisant s'ils sont dédiés au marché ou partagés,
- Les modalités de contrôle et de maintenance des équipements,
- Les modalités d'entreposage pour les produits chimiques.

3.5. Hygiène, sécurité et environnement

Au regard des dispositions du code du travail, la plupart des produits insecticides entrent dans le champ des agents chimiques dangereux et leur utilisation est soumise aux règles générales de prévention du risque chimique. Dans le cadre de ces mesures, en ce qui concerne l'utilisation de produits insecticides chimiques, le titulaire doit réaliser un suivi des expositions de tous les travailleurs exposés, par l'établissement de la liste des travailleurs exposés et de la fiche d'exposition.

Dans le cadre de la prestation (et notamment l'ensemble des tâches en lien avec les produits utilisés pour la lutte antivectorielle), le titulaire doit mettre en œuvre des mesures en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement, notamment, concernant :

- **Le personnel manipulant des produits biocides, le titulaire doit :**
 - Avoir à disposition les équipements de protection individuelle adaptés et doit avoir bénéficié d'une formation à leur usage ;
 - Être titulaire du certificat individuel CERTIBIOCIDE « nuisibles », conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 octobre 2013 relatif aux conditions d'exercice de l'activité d'utilisateur professionnel et de distributeur de certains types de produits biocides ;
 - Bénéficier d'une surveillance médicale renforcée telle que définie aux articles R. 241-49 et R. 241-50 du code du travail.
- **Le matériel utilisé pour les opérations de désinsectisation, le titulaire doit :**
 - Disposer de procédures décrivant les conditions de stockage, d'entretien et de nettoyage des appareils de pulvérisation des produits insecticides ;
 - Tenir un registre des stocks de produits insecticides utilisés (condition de stockage, date d'achat, date d'utilisation, ...). Les fiches techniques et de données sécurité des produits utilisés devront être transmises à l'ARS si elles ne sont pas disponibles dans l'application nationale SI-LAV ;
 - Organiser la gestion des déchets (équipements de protection individuelle usagés, contenants de produits chimiques, ...) afin qu'ils soient évacués de manière sécurisée vers des filières d'élimination ou de valorisation appropriées et en assurer la traçabilité ;
 - Adapter les usages et les doses pour réduire autant que possible les atteintes à l'environnement et à la biodiversité dans l'exécution de ses missions.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- La liste des agents amenés à manipuler les produits biocides, leur statut vis-à-vis du certificat individuel CERTIBIOCIDE, leur formation à l'usage des équipements de protection individuelles,
- La liste des équipements de protection individuelle dont son personnel est doté en fonction des missions exercées dans le cadre du présent marché,
- Le protocole de protection de ses agents (suivi médical, protection lors de l'intervention, ...),
- Les références des produits biocides utilisés,
- Les dispositions prises pour réduire autant que possible les atteintes à l'environnement et à la biodiversité dans l'exécution des missions, notamment pour protéger la faune aquatique des zones humides et masses d'eau,
- L'état des stocks initiaux en produits biocides et matériels de pulvérisation prévus pour exercer les missions de démoustication,
- Les différentes procédures pour le stockage, l'utilisation, l'élimination des matériels et produits de désinsectisation.

4.1. Capacités d'intervention pour assurer les missions

Sur la base de l'estimation du volume des prestations détaillées au chapitre 5 (cf. annexe 1 du présent CCTP), faisant l'objet d'une réévaluation chaque année par le pouvoir adjudicateur en fonction de l'activité réelle observée l'année précédente, le titulaire s'assure de l'adéquation de ses moyens aux missions tout au long de l'exécution du marché et renseigne sur SI-LAV, avant le 1^{er} avril de chaque année :

- Le nombre d'agents affectés et opérationnels ;
- La capacité maximale d'intervention par semaine sur le territoire donné, c'est-à-dire le nombre de prospections entomologiques et le nombre de traitements aduicticides pouvant être réalisés ;
- Le recensement du matériel disponible, son type, les traitements réalisables avec ce dernier, ses moyens de mise en œuvre et le lieu d'entreposage du matériel ;
- Le recensement des stocks de produits et d'équipement de protection individuelle ainsi que leurs lieux de stockage.

Dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent marché, le candidat devra justifier la mise en place effective de ses capacités d'intervention.

Le candidat s'engage à réaliser la prestation avec du matériel adapté, entretenu de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle et tout retard dans la prestation liée au dysfonctionnement de ce dernier.

Lorsque le titulaire recourt à la sous-traitance pour la réalisation de certaines missions du marché, il fournit à l'ARS les données nécessaires à la création de la fiche opérateur dans le référentiel « Organismes » du SI-LAV, et saisit le recensement des moyens de son ou ses sous-traitant(s) si celui-ci ou ceux-ci ne dispose(nt) pas de compte « responsable de service » dans l'application.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Le nombre d'agents susceptibles d'intervenir en renfort sur le présent marché et leur délai de mobilisation,
- Les capacités moyennes et maximales hebdomadaire d'intervention pour l'ensemble des prestations du marché,
- Le nombre d'opérations de prospection ou de traitement qu'il est en mesure de déployer simultanément.

4.2. Conditions de réalisation des missions

Les prestations décrites dans le chapitre 5 sont réalisées les jours et heures ouvrés, à l'exception des traitements aduicticides qui doivent être réalisés entre 22h et 7h en jours ouvrés ou non.

Certaines prestations de sensibilisation ou de formation pourront, à la demande du pouvoir adjudicateur, être réalisées hors jours ouvrés. Ces prestations, soumises à la disponibilité du titulaire, font l'objet d'une facturation spécifique, prévue dans le DQE.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'intervention définis dans l'annexe 2 du présent CCTP en tout point de la région. Le non-respect de ces délais peut donner lieu à des pénalités financières dans les conditions définies dans le CCAP, sauf si ces délais font l'objet d'adaptations par le pouvoir adjudicateur en cas de situation particulière.

Pour l'exercice des missions, le titulaire prend en compte les contraintes de durée et techniques de réalisation des prestations et particulièrement :

- La distance et la desserte routière qui peuvent influencer fortement les temps d'accès ;
- Les contraintes liées aux accès sécurisés de certaines installations (aéroports, établissements de santé...) ;
- Les conditions de mise en œuvre des traitements adulticides dans des zones et situations particulières (zones à forte densité de population, à proximité de zones humides...).

Toute observation relevée lors d'une action de prospection entomologique pouvant justifier un traitement adulticide fait l'objet d'une information sans délai au pouvoir adjudicateur (délégation départementale) par tout moyen approprié et dans les conditions définies par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur, dans les meilleurs délais, de toute impossibilité d'assurer la surveillance entomologique ou l'intervention autour d'un cas humain quelle qu'en soit la raison. Dans ce cas, le titulaire est tenu de proposer un plan d'actions pour assurer la continuité des prestations et le respect des délais d'intervention.

Spécificité des points d'entrée du territoire

Pour la réalisation des prestations prévues par le présent marché aux points d'entrée du territoire (cf. chapitre 5.2), il est nécessaire d'accéder de façon régulière à des enceintes sécurisées (plateformes aéroportuaires, enceintes de la défense nationale, etc.), notamment pour la réalisation de la surveillance des enceintes aéroportuaires au titre du règlement sanitaire international.

Le titulaire devra s'assurer qu'il dispose des autorisations d'activité nécessaires pour opérer dans ces enceintes et que les personnels réalisant les missions disposent des formations et accréditations requises pour l'accès en autonomie à ces installations. Le titulaire anticipe les démarches administratives nécessaires pour obtenir ces autorisations.

4.3. Situations exceptionnelles

Le titulaire n'est pas soumis à des astreintes de fonctionnement, hors jours et heures ouvrés.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de solliciter l'intervention du titulaire hors heures ouvrées ou jours ouvrés, lorsque la situation épidémique, sur le territoire ou à l'étranger, conduit à une augmentation temporaire du nombre d'enquêtes autour de cas humains (prospections entomologiques, traitements adulticides). Dans ces conditions, et uniquement dans ces conditions, certaines missions peuvent être suspendues ou les délais de réalisation allongés, sur demande du pouvoir adjudicateur soumise à l'expertise du titulaire.

A titre indicatif, le pouvoir adjudicateur fournit dans l'annexe 1 le nombre mensuel maximal de prospections entomologiques demandées au cours d'une saison de surveillance renforcée (années de référence 2023 et 2024).

Les conditions de mise en œuvre du marché ne prennent pas en compte les conditions et moyens mobilisés en cas de mise en œuvre des dispositions « ORSEC zonal – lutte antivectorielle », qui par nature concerne des situations exceptionnelles dépassant les capacités maximales habituelles pour la mise en œuvre des missions. La lutte antivectorielle, dans ces conditions de dépassement des moyens habituels, est alors réalisée sous la direction du Préfet de Police, préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris, pouvant recourir à tous les moyens nécessaires, y compris la réquisition, pour répondre à la gestion de la situation exceptionnelle (notamment former des pompiers aux opérations de démoustication).

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Les conditions de mobilisation hors heures et jours ouvrés (modalités d'appel, délai de mise en œuvre, capacités maximales...),
- Les capacités maximales d'intervention hors heures et jours ouvrés pour chacune des missions en spécifiant les facteurs limitants (moyens humains, moyens matériels).

4.4. Pilotage de la prestation

La gestion administrative et financière du marché sont assurées par le siège de l'ARS.

Dans chaque département, un référent territorial de l'ARS assure le suivi de la mise en œuvre opérationnelle du marché. Ce référent est l'interlocuteur premier du titulaire pour le déploiement des prestations techniques.

Afin d'établir le programme de travail de l'année et d'assurer le bilan en fin d'année, le titulaire du marché participe chaque année à :

- Une réunion de préparation du programme de surveillance entomologique et de lutte antivectorielle pour chaque département et une réunion pour la consolidation régionale ;
- Une réunion en fin de saison pour présenter le bilan de la prestation aux référents de l'ARS ;
- Une réunion de lancement de saison aux partenaires régionaux de la lutte antivectorielle (comprenant une présentation du bilan de l'année précédente).

Au cours de ces réunions, le titulaire est amené à présenter le programme de surveillance, l'état de la mise en œuvre du programme de surveillance, le bilan intermédiaire de la saison en cours, apporte son expertise pour la prise de décision, participe à la définition de la stratégie de communication pour la saison en cours ou les saisons à venir.

A cet effet, le candidat devra s'assurer de disposer des moyens nécessaires à sa participation à ces réunions et de la transmission préalable des documents supports. Le titulaire fera des propositions sur les modalités des échanges et des contenus des interventions. Le contenu de ces réunions sera arrêté en amont en accord avec l'ARS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser des réunions supplémentaires avec le titulaire du marché (présentiel ou distanciel) pour organiser la réponse à des situations sanitaires particulières.

Le titulaire assure chaque année :

- Une séance de formation des référents territoriaux de l'ARS incluant la présentation des procédures de gestion;
- Une séance de formation des agents de l'ARS en charge des investigations épidémiologiques.

Le pouvoir adjudicateur organise des échanges réguliers avec le titulaire permettant de prendre connaissance des résultats obtenus, des freins et leviers rencontrés ou des problèmes survenant sur le terrain. Ces temps d'échange peuvent se faire par téléphone, courriel, visioconférence, audioconférence ou sur le terrain (visite de routine ou visite en situation d'opération).

Le titulaire est également invité à participer aux réunions techniques nationales de coordination organisées par la Direction générale de la santé (DGS) en visioconférence.

La participation et la préparation de ces réunions et séances de formation interne à l'ARS font partie intégrante du marché et ne peuvent pas faire l'objet d'une facturation individuelle.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Les moyens de communication dont il dispose pour assurer sa participation aux échanges organisés avec le pouvoir adjudicateur,
- Les modalités envisagées pour présenter ses bilans, ses projections et programmations de surveillance.

4.5. Communication des résultats et des bilans

Saisie des résultats dans SI-LAV

Le titulaire saisit les résultats de l'ensemble des prestations effectuées (surveillance, prospections entomologiques, traitements, actions de sensibilisation, formations) dans l'application SI-LAV dans les délais définis dans l'annexe 2. Les résultats sont transmis en langue française.

Rapports mensuels et annuels

Les résultats de l'ensemble des prestations effectuées (surveillance, prospections entomologiques, traitements, actions de sensibilisation, formations) font l'objet d'un rapportage mensuel et annuel, déclinés par département.

Les rapports mensuels comportent une synthèse régionale et une présentation détaillée par départements des résultats de :

- La surveillance entomologique : relevés des pièges pondoires et analyse des signalements citoyens (numéro SI-LAV, localisation, date, résultats, nombre d'œufs, carte et nombre de communes nouvellement colonisées) ;
- Les prospections entomologiques : autour des cas humains d'arboviroses, autour de pièges pondoires ou signalement positifs, au niveau des points d'entrée (numéro SI-LAV, localisation, date, résultats difficultés rencontrées lors des interventions, ...) ;
- Le détail des actions de prévention / sensibilisation par commune et public cible ;
- Le détail des actions de formation par commune et public cible, ainsi que le taux de satisfaction des participants.

Le rapport contient des éléments quantitatifs et qualitatifs, ainsi que des représentations cartographiques de la situation territoriale.

Les rapports mensuels seront transmis avant le 10^{ème} jour calendaire du mois pour le mois précédent par voie dématérialisée à l'ARS. Le rapport sera sous format informatique reproductible.

Le rapport annuel contient notamment :

- Une synthèse de l'exécution du marché contenant au minimum des informations sur :
 - Le nombre de personnes dédiées à l'exécution en ETP par mois ;
 - Tout changement dans la gestion ayant eu un impact sur l'exécution du marché
 - La sous-traitance éventuelle (type, durée, paramètres concernés, etc.) ;
 - Les dysfonctionnements relevés dans le cadre de l'exécution du présent marché ;
 - Les évolutions techniques du laboratoire ;
 - Tout autre élément permettant d'apprécier les conditions d'exécution du marché.
- Un bref exposé des enjeux pour le territoire d'intervention du titulaire ;
- Les résultats de la surveillance et présentation de la répartition des moustiques potentiellement vecteurs (cartographie des secteurs, communes colonisées) ;
- Le bilan des investigations autour de cas humains (périmètre, localisation des enquêtes...), avec cartographies à l'appui ;
- Le bilan des produits biocides utilisés (nom commercial, doses de traitement, quantités utilisées...) ;
- Le bilan des opérations de démoustication réalisées, comprenant également la liste et les cartes des zones traitées ;

- Le bilan des actions de prévention et de sensibilisation en fonction des publics cibles ;
- Le bilan des actions de formation des acteurs locaux ;
- Le bilan des actions de communication auprès des médias ;
- L'évaluation de l'adéquation moyens/activité ;
- Le bilan des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les propositions d'amélioration.

Le rapport annuel sera transmis avant le 15ème jour calendaire du mois de janvier de l'année N+1 par voie dématérialisée à l'ARS. Le rapport sera transmis sous format informatique reproductible et en langue française.

Les modèles de rapport pourront être révisés à la demande du pouvoir adjudicateur au cours du marché.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Un modèle de rapport mensuel,
- Un modèle de rapport annuel.

ARTICLE 5 - DÉTAIL DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les paragraphes suivants décrivent les différentes prestations attendues par l'ARS. Celles-ci permettent de répondre aux objectifs de l'ARS.

Les délais de réalisation des prestations sont présentés dans l'annexe 2. Ces délais peuvent être modifiés par le pouvoir adjudicateur en cas de situation spécifique.

RÉFÉRENCE DE LA PRESTATION

- 5.1 Définition et mise en œuvre du programme régional de surveillance (pièges pondoirs)
- 5.2 Définition et mise en œuvre du programme de surveillance des points d'entrée du territoire
- 5.3 Analyse des signalements de moustiques transmis par des particuliers
- 5.4 Prospection entomologique autour des signalements et pièges pondoirs positifs
- 5.5 Prospection entomologique autour des cas d'arboviroses
- 5.6 Mise en œuvre de traitements biocides et contrôle après traitement
- 5.7 Réalisation d'actions de prévention et de formation
- 5.8 Participation à la surveillance nationale de la résistance aux biocides

5.1. Définition et mise en œuvre du programme régional de surveillance (pièges pondoirs)

La surveillance entomologique vise à :

- Suivre la dynamique des populations de moustiques déjà en place ;
- Détecter l'introduction de nouvelles espèces de moustiques vecteurs sur le territoire ;
- Éviter de nouvelles implantations, lorsque cela est réalisable, des espèces de moustiques vecteurs, notamment *Aedes albopictus* ;
- Éclairer la décision d'intervention autour des cas humains.

Un programme de surveillance entomologique est établi par le titulaire chaque année à partir des orientations transmises par le pouvoir adjudicateur et des éléments de cadrage figurant dans l'arrêté du 23 juillet 2019 *relatif aux modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique, d'intervention autour des détections et de prospection, traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs*. Ce programme est validé par le pouvoir adjudicateur préalablement à sa mise en œuvre.

Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire chaque année avant le 15 février les orientations pour la mise en œuvre du réseau de pièges pondoirs :

- Dans certaines communes colonisées choisies pour leur spécificité au regard de l'implantation d'*Aedes albopictus* (implantation historique ou très récente, particularité géographique ou urbaine ...), afin d'étudier la dynamique (émergence, densité) de la population de moustique au niveau du territoire ;
- Dans les communes non colonisées, notamment celles situées dans les zones à risque de colonisation (communes limitrophes des communes colonisées, secteurs à risque, secteur où il y a eu un signalement ...) ;
- Au niveau des sites sensibles identifiés par l'ARS.

Ces orientations ont pour but d'indiquer au titulaire les priorités définies pour l'année en cours et d'établir un ordre de grandeur du nombre de pièges pondoirs à positionner. Le nombre de pièges positionnés au cours des années précédentes est indiqué en annexe 1 pour information mais est susceptible d'être modifié à la hausse ou à la baisse en fonction de la stratégie régionale annuelle de surveillance.

Le relevé des pièges pondoirs est réalisé à une fréquence mensuelle pendant la saison de surveillance renforcée.

Sur la base de ces orientations, le titulaire établit avant le 15 mars le programme de mise en œuvre précis détaillant notamment :

- Le rappel de la situation vectorielle du territoire ;
- La localisation précise des pièges (adresse, coordonnées de géolocalisation) et leur cartographie ;
- Le protocole de pose et de relevé des pièges pondoirs, de transport, de conservation et d'analyse des espèces.
- Le calendrier prévisionnel des tournées pour la pose et les relevés des pièges ;
- Les protocoles et modes opératoires associés aux opérations de prospection entomologique, d'identification et d'élimination des gîtes larvaires, d'enquête entomologique et de traitement adulticide.

Les informations relatives à la localisation des pièges sont déclinées par département au sein du programme.

Le pouvoir adjudicateur valide le programme de mise en œuvre avant le 15 avril et fait l'objet d'un bon de commande. Le déploiement du réseau de piège-pondoir est achevé au plus tard le 15 mai de chaque année.

Le titulaire, en lien avec le pouvoir adjudicateur, associe les collectivités à la mise en œuvre du programme, chacune sur son territoire de compétence.

Les tournées de pose ou de relevés des pièges pondoirs sont organisées par le titulaire du marché. Les relevés des pièges pondoirs sont réalisés à une fréquence mensuelle (hors points d'entrée du territoire, cf. Chapitre 5.2).

Tous les œufs retrouvés dans les pièges sont analysés et donnent lieu à identification.

Une augmentation de la fréquence des relevés pourra être momentanément demandée, notamment lors d'une suspicion d'une nouvelle implantation d'une espèce vectrice dans une zone indemne ou en présence de cas autochtones ou en cas de piège perdu ou dégradé au regard des données de suivi disponibles.

Le programme peut être adapté (déplacements, ajouts, suppressions de pièges pondoirs) en cours d'année au regard :

- D'une évolution de la réglementation ;

- Des résultats de la surveillance montrant de nouvelles colonisations ;
- De l'apparition de cas isolés ou de foyers autochtones ;
- De l'apparition de cas humains de maladie vectorielle à moustique autre qu'*Aedes* (ex : infection à Virus du Nil occidental pouvant nécessiter une surveillance des moustiques du genre *Culex* ou paludisme pouvant nécessiter une surveillance des moustiques du genre *Anophèles*.).

En cas de nécessité de poser un nouveau piège pondoir ou de déplacer un piège existant dans une collectivité, le titulaire du marché formule au pouvoir adjudicateur une ou plusieurs propositions de localisation.

Lorsqu'un piège pondoir est nouvellement positif dans une commune non colonisée par le moustique tigre, le titulaire organise en lien avec le pouvoir adjudicateur les actions à mener prévues aux articles 5.4 et 5.6.

Le pouvoir adjudicateur fournira au titulaire du marché la localisation exacte des pièges-pondoirs posés au cours de la dernière année du marché précédent.

Le programme de surveillance est mené dans les conditions définies à l'article 4.2 et les résultats de la surveillance sont enregistrés et mis à disposition dans les conditions définies à l'article 4.5.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Des propositions de priorités de surveillance sur la base de la connaissance actuelle de la colonisation du moustique tigre en région Ile-de-France,
- Les modalités de définition et de mise en œuvre du plan de surveillance, les délais pour mener l'analyse (comptage et identification des espèces) des relevés de pièges pondoirs et pour renseigner les résultats sur la plateforme SI-LAV.

Le pouvoir adjudicateur souhaite explorer de nouvelles modalités de surveillance et faire évoluer les modalités de communication des résultats de la surveillance entomologique permettant aux collectivités territoriales d'être réactives pour la gestion des leurs actions préventives et de lutte contre la prolifération des moustiques tigre sur leur territoire.

Dans cette optique de renforcement de la vigilance et de l'adaptation face à l'évolution des risques vectoriels, les candidats pourront proposer dans leur mémoire en réponse au présent marché différentes évolutions du système de surveillance, visant notamment à :

- Intégrer de nouvelles méthodologies ou technologies (ex. : capteurs automatisés, analyse prédictive, cartographie dynamique),
- Améliorer la qualité, la granularité ou la rapidité des données collectées,
- Proposer des outils de partage des données pour accélérer la mise à disposition des données de surveillance brutes et/ou analysées afin de renforcer la réactivité des mesures de prévention et de lutte des collectivités territoriales.

Toute évolution proposée devra être accompagnée d'une note technique justifiant les apports en matière de pertinence sanitaire, de faisabilité logistique et de plus-value économique ou environnementale.

5.2. Définition et mise en œuvre du programme de surveillance des points d'entrée du territoire

Le programme de surveillance des points d'entrée du territoire est une obligation réglementaire au titre de l'article R.3115-11 du code de la santé publique en application du règlement sanitaire international. Ce programme est distinct du programme régional et doit se conformer aux recommandations nationales et internationales édictées par l'Organisation mondiale de la santé, le centre européen de prévention des maladies et le ministère chargé de la santé. Il repose sur le diagnostic du risque vectoriel, le déploiement d'un

réseau de pièges pondoires et la réalisation de prospections entomologiques réalisées à une fréquence déterminée en début de période de surveillance.

Le programme de surveillance est organisé dans les emprises aéroportuaires (Paris Charles-de-Gaulle (Roissy-CDG), Le Bourget, Paris-Orly) afin de contrôler la population de moustiques *Aedes albopictus* et de détecter toute introduction de nouveaux vecteurs sur le territoire.

Le titulaire propose chaque année une stratégie de surveillance comprenant :

- Le positionnement de pièges pondoires adaptés aux espèces de moustique vectrices (notamment *Aedes*) de maladies pouvant être importées via le trafic aérien en fonction des risques identifiés selon les destinations des vols internationaux accueillis sur chaque aéroport,
- Les modalités prévues pour réaliser les états des lieux de présence d'une nouvelle espèce vectrice.

Le titulaire soumet cette stratégie dans un programme de surveillance à la validation préalable du pouvoir adjudicateur avant le 15 mars de chaque année.

Les relevés des pièges sont organisés à une fréquence bimensuelle pendant la saison de surveillance renforcée. Les états de lieux de présence de nouvelles espèces vectrices sont organisés à une fréquence bimestrielle. Les fréquences de relevé des pièges et d'état des lieux de présence de nouvelles espèces peuvent être modifiées à la demande du pouvoir adjudicateur, en fonction de la situation épidémiologique internationale.

En cas de constat de la présence d'une nouvelle espèce vectrice aux points d'entrée du territoire national, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur sans délai. Si nécessaire, et après accord du pouvoir adjudicateur le titulaire met en œuvre un traitement selon les conditions prévues à l'article 5.6.

Les conditions d'accès aux zones aéroportuaires sont rappelées dans l'article 4.1 et doivent être anticipées par le titulaire du marché en raison des délais pour obtenir les autorisations nécessaires.

Les missions de surveillance des points d'entrée du territoire national sont réalisées en respectant les délais définis à l'annexe 2 et enregistrés et mises à disposition du pouvoir adjudicateur selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Un projet de stratégie de surveillance adapté à chaque point d'entrée du territoire.

5.3. Analyse des signalements de moustiques transmis par des particuliers

L'analyse des signalements de moustiques transmis par des particuliers concerne les signalements issus du site www.signalement-moustiques.anses.fr toute au long de l'année.

Deux situations sont prévues :

- Signalements concernant des communes colonisées par *Aedes* : les demandes d'identification adressées par les particuliers font l'objet d'une réponse automatisée au particulier depuis le site internet précisant les bons gestes de prévention et de protection individuelles. Ces demandes ne font pas l'objet de prestation de la part du titulaire
- Signalements concernant des communes non colonisées : les demandes d'identification enregistrées par les particuliers sur le site internet sont intégrées automatiquement dans le SI-LAV. Le titulaire assure alors une analyse des photos des spécimens envoyées par les particuliers, suivie d'une réponse par mail pour lui indiquer le résultat du traitement de son signalement. Si le titulaire confirme l'identification d'*Aedes albopictus*, il évalue l'opportunité de réaliser une prospection entomologique soumise à l'approbation du pouvoir adjudicateur. La prospection se fait alors selon les modalités définies dans l'article 5.4.

Le titulaire respecte les délais et modalités de réponse à ces signalements définies à l'article 4.2 et assure l'enregistrement et la communication des résultats selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Les modalités opérationnelles et les délais pour répondre aux signalements citoyens.

5.4. Prospection entomologique autour des signalements et pièges pondoires positifs

En cas de relevé positif d'un piège pondoire (chapitres 5.1 et 5.2) ou de signalement citoyen positif (chapitre 5.3), le titulaire évalue l'opportunité de réaliser une prospection localement pour caractériser la présence du vecteur ou de renforcer localement le réseau de pièges pondoires. La mise en œuvre de ces mesures est soumise à l'approbation du pouvoir adjudicateur (réfèrent départemental). Après validation du pouvoir adjudicateur, les prospections sont réalisées dès que possible et dans un délai maximal de dix jours ouvrés.

Les prospections sont effectuées après information du référent communal, ou à défaut de la police municipale, afin de faciliter la réalisation des opérations.

A l'occasion de ces prospections, le titulaire procède à l'identification et à la suppression des gîtes larvaires dans la zone d'intérêt. Les gîtes ne pouvant être supprimés font l'objet d'un traitement visant à empêcher le développement des larves de moustique tigre, selon les dispositions prévues à l'article 5.6.

Une sensibilisation des populations aux mesures de prévention est réalisée dans les zones prospectées, sur la base notamment des documents de communication créés par l'ARS.

Le titulaire respecte les délais et modalités de mise en œuvre des prospections telles que définies à l'article 4.2 et assure l'enregistrement et la communication des résultats selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Un projet de protocole pour la réalisation des prospections entomologiques à la suite d'un piège pondoire positif ou un signalement positif.

5.5. Prospection entomologique autour des cas humains

Les prospections entomologiques concernent les lieux fréquentés par les cas atteints par l'une des maladies vectorielles suivantes : chikungunya, dengue, Zika, West Nile, paludisme et fièvre jaune, transmises par des moustiques ».

Les prospections entomologiques s'effectuent à la demande du pouvoir adjudicateur *via* le SI-LAV.

Pour un même cas humain, plusieurs prospections entomologiques peuvent être réalisées en fonction des éléments recueillis lors de l'investigation épidémiologique réalisée par le pouvoir adjudicateur. L'ensemble de ces prospections entomologiques constituent l'enquête autour du cas.

Les prospections entomologiques autour des cas humains sont effectuées au regard des critères définis par l'arrêté du 23 juillet 2019. Elles sont réalisées après information du référent communal, ou à défaut de la police municipale, afin de faciliter la réalisation des opérations.

Au cours de la prospection entomologique, si le titulaire constate des gîtes montrant la présence de stades larvaires de l'insecte vecteur, il procèdera alors à une élimination immédiate par suppression physique ou vidage, ou d'un traitement larvicide si leur suppression est impossible (selon les modalités du chapitre 5.6).

Dans le cadre de ces enquêtes, une sensibilisation des populations aux mesures de préventions est réalisée dans les zones prospectées, sur la base notamment des documents de communication créés par l'ARS.

Les prospections entomologiques sont réalisées autour du lieu fréquenté par le cas selon le périmètre défini dans l'arrêté du 23 juillet 2019. Le pouvoir adjudicateur peut demander d'élargir ce rayon, notamment en cas de cas autochtone ou d'un foyer autochtone.

Le titulaire signale à l'ARS toutes difficultés d'accès aux établissements recevant du public, situés dans la zone d'intérêt pour la réalisation des prospections en vue de faciliter l'entrée sur site.

Le titulaire respecte les délais et modalités de mise en œuvre des prospections autour des cas humains telles que définies à l'article 4.2 et assure l'enregistrement et la communication des résultats selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Si la demande d'enquête est transmise la veille d'un week-end ou d'un jour férié, l'enquête se déroulera le jour ouvré suivant ces jours chômés, sauf contraintes particulières liées à la situation sanitaire. Le titulaire doit accuser réception de la demande d'enquête *via* SI-LAV.

Si la prospection entomologique autour des cas humains met en évidence la présence de moustiques adultes, le titulaire en informe sans délai le pouvoir adjudicateur pour arbitrer sur la mise en œuvre d'un traitement aduicide selon les conditions définies à l'article 5.6

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Un projet de protocole pour la réalisation des prospections entomologique autour des cas humains.

5.6. La mise en œuvre des traitements biocides et contrôles après traitement

Traitement larvicide

Le traitement larvicide peut être décidé par le titulaire, sans information préalable du pouvoir adjudicateur, au cours de ses prospections entomologiques lorsqu'il identifie des gîtes larvaires ne pouvant pas faire l'objet d'une suppression immédiate et après évaluation du risque de présence du moustique vecteur.

Le traitement larvicide est réalisé à l'aide d'un biocide répondant aux critères détaillés dans le chapitre 3.5, en appliquant la dose adaptée pour le traitement du lieu ou du récipient abritant le gîte larvaire, en prenant toutes les précautions pour éviter un risque pour les autres espèces animales.

Traitement adulticide

Le traitement adulticide est envisageable notamment dans les cas suivants :

- Si au cours d'une prospection entomologique autour d'un cas humain, le titulaire constate la présence d'individus adultes de l'insecte vecteur ;
- Si la surveillance des points d'entrée du territoire met en évidence l'introduction d'une nouvelle espèce vectrice.

Toute mise en œuvre d'un traitement adulticide fait l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur et est réalisée conformément à la réglementation en vigueur et selon les protocoles établis par le titulaire et validés par le pouvoir adjudicateur.

Le ou les produits utilisés pour le traitement adulticide répondent aux critères détaillés dans le chapitre 3.5. Le traitement adulticide se fait, dans le cas général, par traitement individuel des espaces extérieurs des logements à l'occasion de visites domiciliaires, qui sont aussi le moyen de prodiguer les messages de prévention des gîtes larvaires et de protection contre les piqûres. Ces opérations sont complétées par un traitement spatial à l'intérieur du périmètre d'enquête.

Après la réalisation de la prospection entomologique autour d'un cas humain mettant en évidence la présence de moustiques vecteurs adultes, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de cette situation pour permettre la prise de décision de l'ARS pour la mise en œuvre d'un traitement adulticide.

Après accord de l'ARS pour le traitement adulticide, le titulaire transmet sous 24h la procédure détaillée de son intervention :

- Les modalités de mise en œuvre du traitement adulticide :
 - Date et heure ;
 - Produits utilisés et dose ;
 - Cartographie de la zone d'intervention ;
 - Plan du tracé de l'opération ;
 - Date de distribution préalable au traitement de l'information aux gestionnaires d'établissements et sites sensibles et établissements recevant du public (ERP) ;
 - Date de distribution préalable au traitement du document d'information à la population concernée.
- Éléments à risques nécessitant une information et des recommandations particulières à mettre en œuvre tels que :
 - Présence d'un risque aquatique ;
 - Présence d'un risque apicole associé à la présence de ruches ;
 - Présence de parcelles agricoles (en particulier en agriculture biologique, lorsque cette information est disponible) ;

- Présence d'ERP, d'aires de jeux et autre site sensible dans le périmètre de traitement, modalités d'information des gestionnaires de ces établissements et précautions ou recommandations associées.

Le titulaire assure dans les délais prévus à l'annexe 2 l'information des résidents du périmètre devant faire l'objet d'un traitement, à l'aide du support prévu par le pouvoir adjudicateur dans les boîtes aux lettres, y compris dans le cas de traitement réalisé depuis les voies de circulation à partir de véhicules. Le message contient les dates de passages, les consignes de précaution en lien avec l'opération de traitement et les coordonnées du CAP-TV et de l'opérateur.

Pour certains acteurs, un délai d'organisation (48h à 72h) par rapport au traitement doit être respecté (ex : apiculteurs). Ces délais doivent être pris en compte dans la programmation et l'information délivrée au public (boîtes aux lettres et autres moyens mis en œuvre).

Les délais indiqués en annexe 2 peuvent être adaptés par le pouvoir adjudicateur en fonction de la nature du risque sanitaire.

Afin de limiter l'exposition directe de populations lors des opérations de traitement adulticide, celles-ci sont mises en œuvre en période nocturne, aux heures les plus pertinentes après minuit.

Le titulaire effectue une évaluation d'efficacité du traitement utilisé pour éliminer l'insecte vecteur et en informe le pouvoir adjudicateur et propose le cas échéant la réalisation d'un deuxième traitement LAV.

En cas de foyers autochtones (2 cas ou plus) des traitements répétés seront à organiser sur la zone concernée.

Le titulaire respecte les délais et modalités de mise en œuvre des prospections autour des cas humains telles que définies à l'article 4.2 et assure l'enregistrement et la communication des résultats selon les modalités prévues à l'article 4.5.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Un projet de protocole pour mise en œuvre de traitement adulticides, intégrant différentes situations (en milieu urbain dense, au sein d'un établissement sensible, à proximité d'une zone à risque écologique...),
- Les modalités d'information des habitants lors des opérations de traitement biocide.

5.7. Réalisation d'actions de sensibilisation et de formation

En dehors des actions de sensibilisation incluses lors des prospections et traitements, auprès des autorités locales et de la population directement concernée, le titulaire peut être sollicité par le pouvoir adjudicateur pour organiser et animer :

- **Des actions de sensibilisation** à destination de publics cibles : élus, agents techniques, public scolaire...
- **Des animations de sensibilisation** à destination du grand public
- **Des actions de formation** à destination des élus et des agents techniques des collectivités territoriales ou d'organismes associatifs, publics ou privés pouvant être des relais des messages de prévention et des bonnes pratiques pour limiter l'exposition aux vecteurs et éliminer les gîtes larvaires.

Dans le cadre de ce marché :

- **Une action de sensibilisation** s'entend comme une intervention en présentiel ou en distanciel auprès d'un public cible pour une durée inférieure ou égale à 2 heures, avec un contenu généraliste, dont les messages clés peuvent être adaptés aux publics concernés ;
- **Une animation de sensibilisation** s'entend comme une intervention au sein d'un stand lors d'une manifestation publique ouvert à tout public
- **Une action de formation** s'entend comme une intervention en présentiel prioritairement et en distanciel exceptionnellement, pour une durée égale ou supérieure à 2 heures, avec un contenu adapté à chaque catégorie d'acteurs voire de territoire, comprenant :
 - Un socle de connaissances à acquérir, adapté aux qualifications et missions exercées par les stagiaires,
 - Des exercices théoriques et/ou pratiques de mise en situation adaptés aux qualifications et missions exercées par les stagiaires,
 - Des tests d'évaluation pour le contrôle des connaissances acquises par les stagiaires,
 - Un questionnaire de satisfaction rempli en fin de formation par les stagiaires,
 - Un bilan quantitatif et qualitatif de l'action de formation.

Pour les actions et animations de sensibilisation, le titulaire utilise en tant que de besoin les supports de communication établis par l'ARS.

Lorsque le titulaire utilise ses propres supports pour les actions et animations de sensibilisation, le pouvoir adjudicateur pourra demander leur transmission au préalable.

Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur, à sa demande, le programme de formation et les supports et outils qu'il utilise.

A l'issue de chaque séance de formation, le titulaire réalisera systématiquement une enquête de satisfaction auprès des participants.

Le mémoire en réponse au présent marché comprend :

- Les différents formats d'intervention envisagés par le titulaire (en termes de durée, de public cible),
- Les types de supports envisagés,
- Le support pour l'enquête de satisfaction.

Le candidat pourra, en annexe de son mémoire de réponse, proposer une stratégie détaillée de déploiement des actions de prévention adaptées à destination de publics variés (collectivités territoriales, grand public, établissements scolaires, professionnels de santé...).

5.8. Participation à la surveillance nationale de la résistance aux biocides

L'ARS peut demander au titulaire du marché de participer au dispositif national de suivi de la résistance aux biocides en participant à la capture de moustique.

Le titulaire du marché est alors responsable du conditionnement des œufs, larves ou moustiques adultes recueillis pour des identifications ou pour participer à ce dispositif.

Le titulaire du marché est responsable du transport ou de l'envoi des lots à analyser dans le respect des conditions établies par le Centre National de Référence des arboviroses.

Le titulaire doit veiller à la conservation des échantillons, notamment en ce qui concerne la recherche de virus dans les échantillons prélevés.

ANNEXES

Annexe 1 : Volumétrie de l'activité pour les missions de surveillance, prospection et traitement

Annexe 2 : Délais de réalisation des différentes missions

Annexe 3 : Ressources à disposition des candidats

Annexe 1 : Volumétrie de l'activité pour les missions de surveillance, prospection et traitement

Tableau 1 - Activité annuelle 2023, 2024 et début de saison 2025

Année	Nombre de pièges pondoires du programme de surveillance régionale (Mission 5.1)	Nombre de pièges pondoire aux points d'entrée du territoire (Mission 5.2)	Nombre de signalements citoyens analysés (Mission 5.3)	Nombre de prospections entomologiques faisant suite à des signalements positifs (Mission 5.4)	Nombre de prospections entomologiques autour des cas humains (Mission 5.5)	Traitements adulticides (Mission 5.6)
2023	469	57	874	104	749	34
2024	470	57	392	192	370	19
Mai 2025	468	57	6	0	64	1
Juin 2025	468	57	16	10	51	3

Tableau 2 - Nombre mensuel de prospections entomologiques autour de cas humain

Année	Nombre moyen de prospections entomologiques autour de cas humain par mois	Nombre maximal de prospections entomologiques autour de cas humain par mois	Mois présentant le nombre maximal de prospections entomologiques autour de cas humain
2023	107	211	Octobre
2024	53	94	Septembre

Tableau 3 - Nombre mensuel de traitements adulticides autour de cas humain

Année	Nombre moyen de traitements adulticides par mois	Nombre maximal de traitements adulticides par mois	Mois présentant le nombre maximal de traitements adulticides
2023	5	14	Septembre
2024	3	10	Août

Annexe 2 : Délais de réalisation des différentes missions

Les délais présentés dans le tableau ci-dessous pourront faire l'objet d'adaptations par le pouvoir adjudicateur en cas de situation particulière.

Chapitre de référence	Opération	Délai de réalisation
4.1	Notification des capacités opérationnelles d'intervention dans le cadre du démarrage du nouveau marché	Au plus tard 3 mois après notification du marché
3.3	Notification des agents nécessitant un accès au SI-LAV	Au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année
3.4	Notification des produits biocides utilisés	Au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année
4.1	Notification de capacités d'intervention pour l'année	Au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année
4.5	Remise du rapport mensuel	Avant le 10 ^e jour calendaire suivant la fin du mois considéré pour le rapport
4.5	Remise du rapport annuel de l'année N	Avant le 15 janvier de l'année N+1
5.1 et 5.2	Proposition du programme de surveillance	Avant le 15 mars de chaque année
5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.6	Proposition des protocoles et procédures	Avant le 15 mars de chaque année
5.2 et 5.4	Prospection suite à la découverte d'une nouvelle espèce vectrice au niveau d'un point d'entrée du territoire	Dans les 48h suivant la détection initiale
5.2 et 5.6	Mise en œuvre d'un traitement de désinsectisation suite à la découverte d'une nouvelle espèce vectrice au niveau d'un point d'entrée du territoire	Dans les 72h après accord de l'ARS
5.1 et 5.2	Intégration des résultats de la surveillance par piège pondoir dans le SI-LAV	Sous 10 jours ouvrés
5.3	Traitement des signalements de particuliers	Sous 7 jours calendaires
5.4	Prospection pour confirmation de colonisation	Sous 10 jours ouvrés après accord de l'ARS
5.5	Prospection autour d'un cas humain	Dans les 48h ouvrées après réception de l'alerte SI-LAV
5.4 et 5.5	Intégration des prospections dans le SI-LAV	Sous 7 jours calendaires
5.6	Proposition du protocole de traitement autour d'un cas humain	Dans les 24h après demande de l'ARS
5.6	Mise en œuvre du protocole de traitement autour d'un cas humain	Dans les 72h après demande de l'ARS
5.6	Information des collectivités et de la population sur la mise en œuvre du protocole de traitement	Au moins 36h avant l'intervention (sauf acteurs spécifiques nécessitant un délai supplémentaire)
5.6	Rapport de l'intervention de traitement aduicide incluant le contrôle après traitement	Dans les 72h après la fin des opérations
5.6	Intégration des informations sur les opérations de traitement dans le SI-LAV	Sous 7 jours calendaires après la fin des opérations

Annexe 3 : Ressources à disposition des candidats

- Cartographie des communes colonisées par le moustique tigre en Ile-de-France : [Implantation des moustiques aedes en Île-de-France en 2024](#)
- Rubrique Moustique tigre du site internet de l'ARS IDF : [Moustique tigre en Île-de-France | Agence régionale de santé Ile-de-France](#)